



COMMUNIQUE DE PRESSE

Contacts : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 (0)6 62 60 56 51
Jill Taylor, responsable de la communication
Tél. : + 44 (0)1954 283 074

GLOBAL GRAPHICS ANNONCE SES RESULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2011

Pompey (France), le 6 mai 2011 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions pour la gestion de documents électroniques et l'impression, a annoncé ses résultats pour le premier trimestre de l'exercice 2011.

La comparaison des chiffres-clés du premier trimestre 2011 avec ceux du premier trimestre 2010 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,1 millions d'euros ce trimestre (2,0 millions d'euros à taux de change constants), contre 2,0 millions d'euros au premier trimestre 2010,
- un résultat d'exploitation négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation négatif de 1,1 millions d'euros au premier trimestre 2010,
- un résultat d'exploitation retraité négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 1,1 millions d'euros au premier trimestre 2010,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,4 million d'euros ce trimestre (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,04 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,12 par action),
- une perte nette de 0,1 millions d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,01 par action), contre une perte nette de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,12 par action),
- une perte nette retraitée de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,01 par action), contre une perte nette retraitée de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,12 par action).

Gary Fry, directeur général de Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "le premier trimestre a été pour nous une période de grande activité et pleine de promesses, durant laquelle nos ventes se sont affichées en léger retrait par rapport à nos attentes, alors que nos charges d'exploitation ont été légèrement inférieures à ce que nous avons prévu. Nous avons continué à progresser dans chacun de nos segments de marché et nous sommes heureux d'avoir vu des opportunités apparaître dans chacun d'entre eux."

"Dans le marché de l'impression professionnelle (office printing), notre expertise en matière d'impression embarquée (embedded printing), à laquelle s'ajoute notre grande expérience en matière de technologies de conversion de documents, nous place dans une position très solide pour répondre à la demande croissante d'applications permettant l'impression en mobilité (mobile printing).

L'annonce de notre alliance avec Intel dans ce domaine lors du Lyra Imaging Symposium qui s'est tenu au mois de janvier en Californie, et la série de démonstrations de notre technologie qui s'en est suivie, notamment à Page 2011, qui s'est tenu à Tokyo au mois de février 2011, ainsi qu'à ITEX/On Demand, qui s'est déroulé à Washington au mois de mars, a conduit à ce que notre embedded RIP soit aujourd'hui en phase d'évaluation par nombre d'acteurs importants dans ce marché.

L'intérêt pour notre technologie est tout à fait important, et ce d'autant plus qu'aux dires des analystes du secteur comme des grands fabricants d'imprimantes à qui ces démonstrations ont été faites, notre solution, qui fonctionne sans aucun pilote d'impression (driverless mobile printing solution), est sans équivalent et offre des avantages substantiels par rapport aux solutions existantes. A cela s'ajoute également un intérêt croissant pour notre capacité à convertir des fichiers dans des formats prêts à être imprimés, qui s'avère être un complément idéal de certaines solutions existantes dans le domaine de l'impression en mobilité."

"Dans le marché de l'impression commerciale (production printing), nous sommes également dans une position tout à fait intéressante pour répondre à la demande en matière de solutions d'impression à très grande vitesse, particulièrement utilisées de le domaine de l'impression transactionnelle (transactional printing) où de grandes quantité de données variables sont imprimées sur des relevés bancaires ou des factures.

Au cours du premier trimestre, une nouvelle illustration de notre importance dans ce domaine a été la conclusion d'un contrat avec la société japonaise Showa Information Systems, qui utilise notre RIP Harlequin dans un tout nouveau modèle de presse numérique du fait de sa capacité à traiter des fichiers au format PDF à très grande vitesse."

"Dans le segment eDoc, nous avons conclu un contrat avec un acteur majeur dans le domaine des services aux sociétés pétrolières, et achevé le développement d'un nouveau produit en marque blanche ('white label') basé sur gDoc pour une société de développement logiciel nord-américaine, dont la commercialisation a commencé au mois d'avril. "

"Au cours du premier trimestre, nous avons embauché Monsieur Stuart Potchinsky, au poste de Chief Marketing Officer, créé pour l'occasion. Stuart a pour mission première de recenser les besoins des acteurs dans nos marchés et de traduire ces besoins dans les plans de développement et de commercialisation de nos technologies dans les domaines de la gestion de documents électroniques et du mobile printing. Au cours de cette même période, nous avons également mis un terme à notre contrat de sous-traitance en Inde et amorcé notre programme de recrutement de jeunes diplômés en Grande-Bretagne, dans le but d'insuffler de nouvelles idées dans le Groupe et d'y attirer de nouveaux talents."

Résultats du premier trimestre 2011

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à environ 2,1 millions d'euros ce trimestre, contre 2,0 millions d'euros au premier trimestre 2010, soit une croissance de 2,7% à taux de change courants et de 0,1% à taux de change constants.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2,3 millions d'euros ce trimestre, contre 3,0 millions d'euros au premier trimestre 2010, soit un repli de 25,1% à taux de change courants, essentiellement imputable à une base de coûts d'exploitation inférieure ce trimestre à ce qu'elle était l'année passée suite à la mise en œuvre du plan de réorganisation du Groupe, qui avait été initié en avril 2010.

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre (qui correspond à 13,8% des ventes du trimestre), à comparer à un résultat d'exploitation négatif de 1,1 millions d'euros au premier trimestre 2010 (qui correspondait à 54,5% des ventes de ce trimestre).

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation retraité (EBITA), tel que défini dans un tableau présenté ci-après, négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre, contre un résultat d'exploitation retraité négatif de 1,1 millions d'euros au premier trimestre 2010. Par suite, la marge opérationnelle retraitée est négative, et équivalente à 16,1% des ventes ce trimestre, contre une marge négative, équivalente à 53,3% des ventes, au premier trimestre 2010.

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt retraité, tel que défini dans un tableau présenté ci-après, négatif de 0,4 million d'euros ce trimestre, contre un résultat avant impôt retraité négatif de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010, conduisant à une perte avant impôt retraitée égale à € 0,04 par action ce trimestre, contre une perte avant impôt retraitée égale à € 0,12 par action au premier trimestre 2010.

Le Groupe a dégagé une perte nette de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette égale à € 0,01 par action), contre une perte nette de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,12 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée (tel que défini dans un tableau ci-après) de 0,1 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,01 par action), contre une perte nette retraitée de 1,2 millions d'euros au premier trimestre 2010 (soit une perte nette retraitée de € 0,12 par action).

Trésorerie

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 1,7 millions d'euros au 31 mars 2011, contre 1,9 millions d'euros au 31 décembre 2010, soit un repli de 0,2 million d'euros au titre du premier trimestre de l'exercice 2011.

Le Groupe a dégagé une trésorerie de 0,2 millions d'euros au titre de son exploitation au premier trimestre 2011 (alors que le Groupe avait utilisé 0,6 million d'euros à ce même titre au premier trimestre 2010), et utilisé 0,3 million d'euros de trésorerie pour financer ses investissements (acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, dans ce dernier cas au titre de l'activation de frais de développement) au cours du premier trimestre 2011.

Perspectives 2011

Monsieur Gary Fry a également indiqué : "Nous avons continué à remodeler le Groupe en embauchant des personnes nouvelles dans des fonctions-clés en matière de développement et de définition de la stratégie. Nous avons une position forte vis-à-vis de nos concurrents du fait de technologies de premier plan et l'expertise de nos équipes de développement, qui nous permet de nouer des partenariats nouveaux dans chacun de nos segments de marché. Une bonne illustration de cela est l'opportunité fantastique qui se présente à nous dans le domaine du driverless mobile printing, et qui couvre le champ de nos technologies d'impression et de gestion de documents électroniques.

Nous considérons être bien positionnées pour délivrer un résultat positif cette année, étant rappelé que, compte tenu de la nature des relations nouées avec nos grands comptes et du profit des ventes qui en découlent, les ventes du second semestre devraient être supérieures à celles que nous pourrions réaliser pendant le semestre en cours, alors que notre base de coûts devrait rester sensiblement stable tout au long de l'exercice 2011."

Rapport annuel 2011

Les versions électroniques du rapport financier annuel du Groupe pour l'exercice 2010 (en français et en anglais) sont disponibles au téléchargement dans la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe.

Des versions papier des versions anglaise ou française de ces rapports sont également disponibles : si vous souhaitez recevoir gratuitement un ou plusieurs exemplaires du rapport financier annuel du Groupe pour l'exercice 2010, merci de bien vouloir le faire savoir en nous envoyant un courriel à l'adresse suivante : investor-relations@globalgraphics.com, ou en nous le demandant par tout moyen écrit adressé au siège social.

Assemblée générale des actionnaires de la Société

L'assemblée générale aura lieu le jeudi 16 juin 2011 à Bruxelles, en Belgique.

L'ordre du jour, le texte des résolutions soumises au vote des actionnaires ainsi que les modalités de vote et de participation à l'assemblée pourront être téléchargés de la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe à compter du lundi 9 mai 2011.

Annonce des résultats du deuxième trimestre 2011

Global Graphics prévoit d'annoncer les résultats consolidés du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2011 le jeudi 28 juillet 2011 avant l'ouverture du marché.

A propos de Global Graphics

Global Graphics (www.globalgraphics.com) est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression de labeur, et en matière de gestion de documents électroniques. Le Groupe commercialise ses solutions aux acteurs des marchés des arts graphiques et de l'impression de labeur, de l'impression numérique, des applications logicielles professionnelles et du knowledge worker.

Le Groupe compte parmi ses clients les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi que pour l'usage privé ou en libéral, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes. Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres ni audités, ni revus

	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Chiffre d'affaires consolidé	2 078	2 024
Coût des ventes	(107)	(113)
MARGE BRUTE	1 971	1 911
Charges commerciales et générales	(1 098)	(1 599)
Charges de recherche et développement	(1 201)	(1 404)
Autres charges d'exploitation	0	(12)
Autres produits d'exploitation	41	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	(287)	(1 104)
Produits d'intérêts (note 6)	2	3
Charges d'intérêts (note 6)	(8)	0
Gains nets (pertes nettes) de change	(40)	(137)
RESULTAT AVANT IMPOT	(333)	(1 238)
Produit (charge) d'impôt (note 7)	236	43
RESULTAT NET	(97)	(1 195)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)		
Résultat par action	(0,01)	(0,12)
Résultat dilué par action	(0,01)	(0,12)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL
Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Résultat net de la période	(97)	(1 195)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	(418)	356
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	(418)	356
Résultat global total de la période	(515)	(839)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus

31 mars
2011
Chiffres
ni audités,
ni revus

31 décembre
2010

ACTIFS

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations corporelles	469	504
Immobilisations incorporelles	4 898	5 005
Ecarts d'acquisition	6 504	6 673
Actifs financiers	104	107
Actifs nets d'impôt différé	48	51
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	12 023	12 340

ACTIFS COURANTS

Stocks et en-cours	24	38
Créances clients	1 781	1 906
Créances d'impôt courant	290	37
Autres créances	80	59
Charges constatées d'avance	534	471
Disponibilités	1 691	1 869
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	4 400	4 380

TOTAL DES ACTIFS

16 423 16 720

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Capital (note 9)	4 116	4 116
Primes d'émission	28 776	28 776
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	3 017	2 982
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 10)	(1 204)	(1 204)
Réserves consolidées	(8 736)	(8 639)
Ecarts de conversion	(11 669)	(11 251)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	14 300	14 780

PASSIFS

PASSIFS NON COURANTS

Provisions	0	34
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	36

PASSIFS COURANTS

Provisions (note 5b)	148	150
Dettes fournisseurs	395	292
Dettes d'impôt courant	0	0
Autres dettes	764	892
Avances reçues et produits constatés d'avance	814	570
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	2 121	1 904

TOTAL DES PASSIFS

2 123 1 940

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS

16 423 16 720

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus

	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Résultat avant impôt	(333)	(1 238)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	48	55
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	255	240
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	35	25
- Variation du montant des provisions (note 5b)	(41)	0
- Charges (produits) d'intérêts (note 6)	6	(3)
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 6)	40	137
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(81)	(67)
Autres éléments	236	(2)
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	14	7
- Créances clients	125	(244)
- Créances d'impôt courant	(253)	20
- Autres créances	(21)	(17)
- Charges constatées d'avance	(63)	(20)
- Dettes fournisseurs	103	97
- Dettes d'impôt courant	0	(6)
- Autres dettes	(128)	190
- Avances reçues et produits constatés d'avance	244	76
Montant reçu dans la période au titre des intérêts	2	3
Montant versé dans la période au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans la période au titre des impôts	(8)	104
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	180	(643)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25)	(31)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	0	0
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(271)	(237)
Produit de la cession d'actifs incorporel	17	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(279)	(268)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Rachats d'actions propres (note 10a)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(99)	(911)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	1 869	3 144
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	(79)	83
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 31 MARS	1 691	2 316

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exprimé en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	14 780	16 366
Résultat global total de la période intermédiaire	(515)	(839)
Effet des plans fondés sur des actions au cours de la période :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	35	25
- Frais imputés sur le compte Primes d'émission	0	0
Effet total des plans fondés sur des actions au cours de la période	35	25
Transactions relatives aux actions propres auto-détenues		
- Rachats d'actions propres (note 10a)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 10b)	0	0
Total des transactions relatives aux actions propres	0	0
Capitaux propres consolidés au 31 mars	14 300	15 552

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés établis au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après la "Société"), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le "Groupe". Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 5 mai 2011.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et aux interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société, l'arrondi se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(d) Continuité d'exploitation

Au 31 mars 2011, le Groupe n'a pas de dettes financières et dispose d'une trésorerie de 1 691 (1 869 au 31 décembre 2010 et 1 070 au 30 juin 2010).

A la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés, après avoir revu les prévisions de trésorerie préparées par la direction du Groupe au titre du reste de l'exercice 2011, le conseil d'administration de la Société considère qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de l'amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise.

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des normes comptables internationales qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011, de même que les hypothèses et les estimations comptables susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours de l'exercice à venir, sont expliquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

IAS 34 requiert qu'à chaque date d'arrêté intermédiaire soient mis en œuvre des tests permettant de déterminer s'il y a lieu de constater et de comptabiliser une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ou, le cas échéant, de reprendre une écriture constatée à ce titre au cours de périodes ou d'exercices antérieurs, ces tests devant être conduits d'une manière similaire aux tests de même nature qui sont obligatoirement menés en fin d'exercice.

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 31 mars 2011, comme il l'avait fait au 31 décembre 2010, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur au cours et au terme du premier trimestre de l'exercice 2011.

Suite à cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 11e ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

En l'absence de tout changement significatif au cours du premier trimestre 2011 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2010 pour mener les tests permettant de déterminer la nécessité ou non de déprécier ces actifs incorporels, et l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print ne devait être constatée au titre du premier trimestre de l'exercice 2011.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc (cf. note 11e ci-après) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (EDL et applications gDoc), dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée (cf. note 4b ci-après).

En l'absence de tout changement significatif au cours du premier trimestre 2011 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2010 pour mener les tests permettant de déterminer la nécessité ou non de déprécier ces actifs incorporels, et l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc ne devait être constatée au titre du premier trimestre de l'exercice 2011.

(b) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

(i) Méthode utilisée par le Groupe

Comme indiqué à la note 3e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, les coûts engagés pour améliorer ou corriger des programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les coûts de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années,

la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Charges de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(ii) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

Le tableau présenté ci-après indique le montant cumulé aux 31 mars 2011 et 2010 des coûts de développement de programmes informatiques pour les projets de développement dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant une telle activation, ainsi que les montants des frais activés au titre de ces projets au cours des premiers trimestres 2010 et 2011 :

Exprimé en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011		Premier trimestre 2010	
	Montant cumulé activé au 31 mars	Montant activé au cours du trimestre	Montant cumulé activé au 31 mars	Montant activé au cours du trimestre
RIP Harlequin	4 673	137	4 156	46
RIP Jaws	182	50	15	15
Total segment Print	4 855	187	4 171	61
Electronic Document Libraries	1 466	11	1 405	33
Applications gDoc	1 147	73	975	143
Total segment eDoc	2 613	84	2 380	176
Total	7 468	271	6 551	237

(iii) Amortissement des coûts de développement de programmes informatiques

Le tableau présenté ci-après indique le montant d'amortissement cumulé aux 31 mars 2011 et 2010 des coûts de développement de programmes informatiques pour les projets de développement dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant une telle activation, ainsi que les montants comptabilisés en charges à ce titre au cours des premiers trimestres 2010 et 2011 :

Exprimé en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011		Premier trimestre 2010	
	Amort. cumulé au 31 mars	Amort. constaté au cours du trimestre	Amort. cumulé au 31 mars	Amort. constaté au cours du trimestre
RIP Harlequin	1 756	113	1 298	119
RIP Jaws	0	0	0	0
Total segment Print	1 756	113	1 298	119
Electronic Document Libraries	523	42	360	43
Applications gDoc	399	75	169	63
Total segment eDoc	922	117	529	106
Total	2 678	230	1 827	225

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéfices

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéfices réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

- Méthode utilisée par le Groupe pour reconnaître des actifs d'impôt différé
Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéfices fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéfices fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes.

Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

- Actifs d'impôt différé comptabilisés

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables de la filiale anglaise
Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de quatre années s'achevant le 31 mars 2015, déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé (soit 27,0%, taux applicable à compter du 1^{er} avril 2011), se monte à 1 250 au 31 mars 2011, le produit d'impôt différé correspondant s'élevant à 9 au titre du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 (cf. note 7b ci-après).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement
Au 31 mars 2011, le passif d'impôt différé comptabilisé suite à l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit 27,0%, taux applicable à compter du 1^{er} avril 2011), se monte à 1 293, une charge d'impôt différé de 11 ayant été reconnue au premier trimestre de l'exercice 2011 au titre de l'effet net de cette activation (cf. note 7b ci-après).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le 1^{er} avril 2015, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 31 mars 2011, s'élève à 13 482 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 31 mars 2011 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} avril 2015, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 27,0%, taux applicable à compter du 1^{er} avril 2011 ; il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 640 au 31 mars 2011.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Options attribuées et susceptibles d'exercice au 31 mars 2011

Le tableau présenté ci-après donne toutes informations utiles sur les options qui ont été attribuées au 31 mars 2011, y compris sur celles qui sont susceptibles d'exercice à cette dernière date.

Dates d'octroi des options	Options attribuées au 31 mars 2011	Prix d'exercice unitaire en euro	Options susceptibles d'exercice au 31 mars 2011	Prix d'exercice unitaire en euro
12 décembre 2006	24 940	10,00	24 940	10,00
6 août 2008	400 000	2,08	0	2,08
18 septembre 2008	20 000	1,94	0	1,94
17 décembre 2008	150 000	2,08	0	2,08
24 février 2010	25 000	1,55	0	1,55
24 février 2010	25 000	1,64	0	1,64
28 juillet 2010	10 000	1,65	0	1,65
1 ^{er} mars 2011	25 000	1,60	0	1,60
Total	679 940	2,31	24 940	10,00

Deux conditions sont attachées à l'exercice de l'ensemble des options attribuées depuis le début de l'exercice 2008 :

- premièrement, une condition d'emploi continu dans le Groupe entre la date d'attribution des options et la date ou les dates d'exercice de tout ou partie de ces options,
- deuxièmement, l'impossibilité d'exercer ces options tant le cours moyen de l'action de la Société n'aura pas été supérieur au cours des 120 dernières séances de cotation à un cours minimal de € 4,00 pour le premier quart des options attribuées, € 8,00 pour le deuxième quart des options attribuées, € 12,00 pour le troisième quart des options attribuées et € 16,00 pour le dernier quart des options attribuées.

(ii) Actions attribuées gratuitement au 31 mars 2011

- Attributions gratuite d'actions

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 29 juillet 2009

Le conseil d'administration du 29 juillet 2009 a décidé l'attribution gratuite de 24 750 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Au 31 mars 2011, compte tenu des attributions définitives d'actions aux salariés ayant quitté le Groupe qui sont intervenues depuis la date d'attribution de ces actions, seules 21 750 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 29 juillet 2013, à la condition qu'ils aient été mandataire social ou salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 10 mars 2011

Le conseil d'administration du 10 mars 2011 a décidé l'attribution gratuite de 96 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, dont respectivement 36 000 et 4 000 à Messieurs Fry et Pronost, en leurs qualités de directeur général et directeur financier groupe.

Au mars 2011, ces 96 000 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 10 mars 2015, à la condition qu'ils aient été mandataire social ou salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

- Share Incentive Plan

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2009, le Groupe a mis en place un Share Incentive Plan (SIP) aux termes duquel les salariés du Groupe, et notamment ceux de la filiale britannique, peuvent bénéficier d'une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société (Matching Shares) à proportion d'acquisitions d'actions ordinaires de la Société (Partnership Shares) réalisées au moyen de déductions opérées sur la rémunération nette qui leur est versée chaque mois, étant précisé que l'attribution des Matching Shares n'est définitive qu'au terme d'une période de trois années après la date d'acquisition des Partnership Shares correspondantes.

Au 31 mars 2011, 25 727 actions ont été attribuées à des salariés de la filiale britannique du Groupe sous forme de Matching Shares, dont 6 837 depuis le début de l'exercice 2011.

(iii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Attribution d'options	26	22
Attribution gratuite d'actions	9	3
Coût des plans basés sur des actions	35	25

NOTE 5 : AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 révisée, Présentation des états financiers, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat consolidé.

(a) Autres charges d'exploitation

Une charge d'un montant de 12 a été comptabilisée au premier trimestre 2010 au titre des honoraires versés aux conseils juridiques en vue de la mise en place, au mois de février 2010, d'un Employee Benefit Trust (EBT), au bénéfice de certains employés de la filiale britannique du Groupe.

L'Employee Benefit Trust est administré par une société de droit britannique qui a été créée pour l'occasion (cf. note 13 ci-après).

(b) Autres produits d'exploitation

Un produit d'un montant de 41 a été comptabilisé au premier trimestre 2011 suite à la reprise de la quote-part correspondante de la provision constituée au terme de l'exercice 2010 pour couvrir le risque lié à l'absence d'utilisation d'une partie des locaux actuellement loués à Cambourne, au Royaume-Uni.

Cette provision se monte à 148 au 31 mars 2010 (187 au 31 décembre 2010).

En outre, une charge d'un montant de 8 a été comptabilisée au premier trimestre 2011 au titre de l'effet de désactualisation de la provision (au taux de 11,7%) correspondant au premier trimestre 2011 (cf. note 6 ci-après).

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Produits d'intérêts	2	3
Charges d'intérêts (y compris la désactualisation indiquée note 5)	(8)	0
Produits d'intérêts nets (charges d'intérêts nettes)	(6)	3
Ecarts de change consécutifs à des transactions et à des réévaluations de postes de bilan	(40)	10
Ecarts de change afférents aux contrats d'options de change	0	(147)
Gains nets (pertes nettes) de change	(40)	(137)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(46)	(134)

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

Le Groupe a comptabilisé un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 248 au premier trimestre 2011, contre un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 102 au premier trimestre 2010.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfiques s'explique essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2010, effectué à la filiale britannique du Groupe début avril 2011 pour 257. Cette même société avait bénéficié du remboursement du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2007 au mois de février 2010 pour un montant de 120.

(b) Impôt différé

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt différé s'élevant à 12 au premier trimestre 2011, à comparer à une charge d'impôt différé s'élevant à 59 au premier trimestre 2010, qui s'analyse comme indiqué dans le tableau présente ci-après :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	76	66
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(64)	(63)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	(9)	56
Liée au changement annoncé de taux d'imposition (note 4c)	0	0
Autres éléments	9	0
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisée	12	59

(c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Résultat avant impôt	(333)	(1 238)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	(111)	(413)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :		
- Effet des taux d'imposition des bénéfices des filiales différents	72	126
- Ajustement du montant des pertes fiscales reportables (note 4c)	(9)	56
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions	12	8
- Remboursement de crédits d'impôt recherche (note 7a)	(257)	(120)
- Pertes fiscales ne donnant pas lieu à activation	41	290
- Autres éléments	16	10
Charge (produit) d'impôt comptabilisé(e)	(236)	(43)

(d) Evolution prévisible du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni

Lors de l'annonce du budget le 22 juin 2010, le Chancelier de l'Echiquier a indiqué les changements envisagés en matière de taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui, s'ils devaient être votés comme indiqué, auront un effet sur la situation fiscale du Groupe. Il est ainsi envisagé une réduction du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni de 28,0% à 24,0% par palier de 1,0% chaque année budgétaire à compter du 1^{er} avril 2011, chaque nouveau palier de 1,0% étant voté à l'occasion de l'examen du budget pour l'année à venir.

Au 31 mars 2011, le seul changement du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui a été voté est celui conduisant à une diminution de 28,0% à 27,0% de ce taux à compter du 1^{er} avril 2011, comme indiqué à la note 4c ci-dessus.

L'effet sur la situation fiscale du Groupe des diminutions successives du taux d'impôt sur les bénéfices au Royaume-Uni qui sont envisagées sera comptabilisé dans les états financiers consolidés une fois que ces changements auront été votés.

NOTE 9 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période, déterminé en tenant compte des attributions gratuites d'actions devenues définitives au cours de la période le cas échéant.

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat par action pour les premiers trimestres 2011 et 2010 est le suivant :

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier (note 9)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} janvier (note 10)	(168 081)	(173 968)
Actions en circulation au 1er janvier à retenir pour ce calcul	10 121 700	10 115 813
Attributions gratuites d'actions de la période (note 10)	0	0
Exercices d'options intervenus dans la période	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action de la période	10 121 700	10 115 813

(b) Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs en actions ordinaires au cours de cette période.

Les seuls instruments financiers donnant accès au capital, qui, par suite, sont susceptibles d'entraîner une dilution, sont les options de souscription d'actions émises par la Société (cf. note 4d). Il n'est en effet pas tenu compte pour la détermination du résultat dilué par action des attributions gratuites d'actions de la Société faites les 29 juillet 2009 et 10 mars 2011 ou sous forme de Matching Shares, dans la mesure où les conditions d'attribution définitive de ces actions n'étaient pas remplies au 31 mars 2011.

Compte tenu d'un cours moyen de clôture de l'action s'élevant € 1,44 au premier trimestre 2011, qui est inférieur au prix moyen pondéré des options encore susceptibles d'exercice au 31 mars 2011 (cf. note 4d), l'ensemble des options est estimé ne pas avoir eu d'effet dilutif au premier trimestre 2011.

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat dilué par action pour les premiers trimestres 2011 et 2010 est le suivant :

Chiffres ni audités, ni revus	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action de la période	10 121 700	10 115 813
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action de la période	10 121 700	10 115 813

NOTE 10 : CAPITAL SOCIAL

Au 31 mars 2011, comme au 31 décembre 2010, le capital social de la Société se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de 0,40 euro, toutes entièrement libérées.

NOTE 11 : PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS PROPRES

(a) Rachats d'actions propres

Le Groupe n'a procédé au rachat d'aucune de ses actions propres au cours des premiers trimestres des exercices 2010 et 2011.

Par suite, le nombre d'actions propres auto-détenues s'élevait à 168 081, pour une valeur d'acquisition de 1 204, aux 31 mars 2011 et 31 décembre 2010.

(b) Attribution d'actions propres auto-détenues

Le Groupe n'a attribué de manière définitive aucune des actions propres qu'il détient au cours des premiers trimestres des exercices 2010 et 2011.

NOTE 12 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment. Deux segments ont été ainsi identifiés : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques. La performance de chacun de ces deux segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(ii) Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, ont été alloués aux segments opérationnels en fonction de leur nature quand cela était possible. Ainsi, les écarts d'acquisition ont été alloués au segment opérationnel Print dans la mesure où ils sont afférents à diverses acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des solutions logicielles pour l'impression. En revanche, certains éléments d'actif et de passif n'ont pu être alloués à un segment en particulier : ainsi en est-il des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, et des dettes courantes autres que les produits constatés d'avance et les avances reçues des clients.

(b) Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

(i) ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits et de services

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant le cas échéant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

Le tableau présenté ci-après indique le montant du chiffre d'affaires par nature de produits vendus et de services rendus pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2010 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Royalties reçues	1 794	1 574
Prestations de maintenance et de support technique après-vente	284	421
Prestations d'ingénierie	0	29
Autres	0	0
Total	2 078	2 024

(ii) Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
France	1	1
Europe continentale hors France	402	167
Royaume-Uni	52	11
Amérique du Nord	1 300	1 470
Asie	287	370
Reste du monde	36	5
Total	2 078	2 024

(c) Chiffre d'affaires et marge brute par segment opérationnel

(i) Premier trimestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 654	424	0	2 078
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 654	424	0	2 078
Coût des ventes	(65)	(29)	(13)	(107)
Marge brute	1 589	395	(13)	1 971

(ii) Premier trimestre 2010

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 784	240	0	2 024
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 784	240	0	2 024
Coût des ventes	(79)	(30)	(4)	(113)
Marge brute	1 705	210	(4)	1 911

(d) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Marge brute (cf. note 11c)	1 971	1 911
Charges générales et commerciales	(1 098)	(1 599)
Charges de recherche- développement	(1 201)	(1 404)
Autres charges opérationnelles nettes des produits	41	(12)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(46)	(134)
Résultat avant impôt	(333)	(1 238)

(e) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 31 mars 2011

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 603	1 799	621	12 023
Actifs courants	1 256	444	2 700	4 400
Total actifs	10 859	2 243	3 321	16 423
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	464	350	1 307	2 121
Total passifs	464	350	1 309	2 123

(ii) Au 31 décembre 2010

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	9 779	1 899	662	12 340
Actifs courants	1 303	579	2 498	4 380
Total actifs	11 082	2 478	3 160	16 720
Passifs non courants	0	0	36	36
Passifs courants	147	423	1 334	1 904
Total passifs	147	423	1 370	1 940

NOTE 12 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie, d'une part les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 13 ci-après), et d'autre part celles intervenant avec les administrateurs et dirigeants du Groupe (cf. notes 12a, 12b et 12c).

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

La somme portée en charge dans chacun des premiers trimestres des exercices 2011 et 2010 au titre des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration de la Société s'élève à 15.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Sont visées ci-après les rémunérations de toute nature (à l'exception des jetons de présence versés par la Société visés à la note 12a ci-dessus), versées à Messieurs Johan Volckaerts, Gary Fry et Alain Pronost au titre des premiers trimestres des exercices 2011 et 2010, y compris les bonus et les abondements à divers plans de retraite le cas échéant :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Salaires	69	66
Avantages monétaires court terme	75	52
Total	144	118

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants du Groupe ont la possibilité de bénéficier des plans basés sur des actions mis en place par le Groupe.

Comme indiqué note 4d, respectivement 36 000 et 4 000 actions ont été attribuées gratuitement à Messieurs Gary Fry et Alain Pronost le 10 mars 2011.

La quote-part du coût des plans basés sur des actions afférente aux dirigeants du Groupe au titre de chacun des premiers trimestres des exercices 2011 et 2010 est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Attribution d'options	18	18
Attribution gratuite d'actions	1	0
Total	19	18

(c) Transactions avec une société liée à un dirigeant du Groupe

Le conseil d'administration de la Société a, lors de sa réunion du 16 décembre 2009, autorisé la conclusion de deux conventions avec la société de droit belge Andlinger & Co. CVBA, dirigée par Monsieur Johan Volckaerts, ayant pour objet :

- d'une part, la mise à disposition de la Société et du Groupe d'une salle de réunion à Bruxelles et de services associés, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 1 500 par trimestre,
- et d'autre part, la réalisation au profit de la Société et du Groupe de prestations de conseils en matière de stratégie et de politique commerciale, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 6 000 par mois, somme portée à € 6 500 par mois à compter du 1^{er} février 2011 selon l'autorisation par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 8 février 2011.

Le Groupe a constaté une charge d'un montant de 21 à raison de ces deux conventions au titre du premier trimestre de l'exercice 2011 (20 au titre du premier trimestre de l'exercice 2010).

NOTE 13 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés des premiers trimestres des exercices 2010 et 2011 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de domiciliation	% de contrôle 2011	% de contrôle 2010
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	100

La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis la fin du mois d'avril 2010, est actuellement en cours de liquidation.

Les résultats de la société Global Graphics EBT Limited ont été inclus dans les comptes consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 à compter de la constitution de cette société, le 3 février 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

NOTE 1 : APPROCHE RETENUE POUR LE CALCUL DES RESULTATS RETRAITES

Le Groupe prépare ses états financiers consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne (UE).

Pour autant, la direction du Groupe considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces états financiers consolidés, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance, d'autant plus que la direction du Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision budgétaire.

Pour ce faire, la direction du Groupe présente ces indicateurs de manière conforme aux principes édictés par le Committee of European Securities Regulators (CESR) dans sa recommandation d'octobre 2005 sur la communication d'indicateurs spécifiques de la performance par les entreprises (CESR Recommendation on Alternative Performance Measures).

La direction du Groupe ne considère en effet pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels.

Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Par suite, les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

NOTE 2 : JUSTIFICATION DES RETRAITEMENTS PRATIQUES

Les retraitements pratiqués ont pour objectif de permettre de déterminer la performance du Groupe, au niveau du résultat d'exploitation, du résultat avant impôt et du résultat net, avant effet (avant et après impôt, le cas échéant) des éléments suivants :

(a) Coût des plans basés sur des actions

Les coûts correspondants sont portés en charges dans les états financiers consolidés en application des dispositions d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, et ce même en l'absence de toute variation du nombre d'actions en circulation de la Société par suite de l'exercice des options de souscription d'actions accordés aux salariés du Groupe, ou avant que l'attribution gratuite d'actions ne devienne définitive.

La direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(b) Activation et amortissement de certains frais de développement

Lorsqu'un projet de développement remplit les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38, Actifs incorporels, les frais correspondants (au cas d'espèce, les charges de personnels ayant contribué au développement de l'actif ainsi reconnu) doivent être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée, puis amortis sur la durée de vie économique estimée du projet considéré.

Compte tenu du degré de subjectivité requis pour déterminer d'une part, si un projet de développement remplit ou non les conditions susvisées pour donner lieu à activation, et d'autre part, quelle est la durée de vie économique du projet, la direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(c) Autres charges et produits opérationnels

Certaines charges et certains produits opérationnels ont été présentés de manière isolée dans le compte de résultat consolidé dans le but de permettre une appréciation la plus juste possible de la performance opérationnelle du Groupe au titre de l'exercice 2010, et également dans le but de fournir une base de comparaison pertinente avec les montants qui seront présentés au titre de l'exercice 2011.

(d) Produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents

En application des dispositions du paragraphe 97 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, les produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents doivent être précisément décrits dans une note annexe, de manière à améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

La direction du Groupe considère que la meilleure manière d'arriver à ce but est, en complément de la présentation dans une note annexe de ces éléments, de retraiter le résultat d'exploitation du Groupe sur ce point afin de fournir à l'utilisateur des états financiers consolidés une base de comparaison avant prise en compte de ces éléments.

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

(a) Résultat d'exploitation retraité

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Résultat d'exploitation en IFRS	(287)	(1 104)
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	35	25
- Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(271)	(237)
- Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	230	225
- Autres charges d'exploitation (note 5a)	0	12
Autres produits d'exploitation (note 5b)	(41)	0
Total des retraitements pratiqués	(47)	25
Résultat opérationnel retraité en % du chiffre d'affaires de la période	(334)	(1 079)
	-16,1%	-53,3%

(b) Résultat avant impôt retraits Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Résultat avant impôt en IFRS	(333)	(1 238)
Retraitements pratiqués :		
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	35	25
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(271)	(237)
Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	230	225
Autres charges d'exploitation (note 5a)	0	12
Autres produits d'exploitation (note 5b)	(41)	0
Désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	8	0
Total des retraitements pratiqués	(39)	25
Résultat avant impôt retraits	(372)	(1 213)
Rés. retr. par action (i)	(0,04)	(0,12)
Rés. retr. dilué par action (ii)	(0,04)	(0,12)

(i) Résultat avant impôt retraits par action

Le résultat avant impôt retraits par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraits de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2010.

(ii) Résultat avant impôt retraits dilué par action

Le résultat avant impôt retraits dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraits de la période par le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2010.

(c) Résultat net retraité Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2011	Premier trimestre 2010
Résultat net en IFRS	(97)	(1 195)
Retraitements pratiqués :		
Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	35	25
Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(41)	(12)
Autres charges d'exploitation (note 5a)	0	12
Autres produits d'exploitation (note 5b)	(41)	0
Désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	8	0
Effet d'impôt des retraitements indiqués ci-dessus	21	3
Total des retraitements pratiqués	(18)	28
Résultat net retraité	(115)	(1 167)
Rés. net retraité par action (i)	(0,01)	(0,12)
Rés. net retr. dilué par action (ii)	(0,01)	(0,12)

(i) Résultat net retraité par action

Le résultat net retraité par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2010.

(ii) Résultat net retraité dilué par action

Le résultat net retraité dilué par action d'une période donnée, qui est exprimé en euros, est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période par le nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action, tel que requis par IAS 33, Résultat par action, pour cette même période, soit respectivement 10 121 700 et 10 115 813 actions pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2010.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE RESUME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (dite directive Transparence), nous vous prions de trouver ci-après le rapport d'activité résumé du conseil d'administration établi au titre du premier trimestre de l'exercice 2011.

Le présent rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la 'Société') le 5 mai 2011.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE 'GROUPE')

(a) Périmètre de consolidation au 31 mars 2011

Merci de vous référer à cet effet à la note 13 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

(b) Variations de périmètre intervenues depuis le 1^{er} avril 2011

Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre du Groupe depuis le 1^{er} avril 2011, la société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis fin avril 2010, étant en cours de liquidation depuis début mai 2010.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés condensés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire, et plus généralement selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptés par l'Union européenne (UE). Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(a) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 2 078 au premier trimestre 2011, contre 2 024 au premier trimestre 2010, soit une hausse de 2,7% à taux de change courants.

Environ 86,9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2011 était libellé en dollars américains, devise qui s'est renforcé par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,358 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2011 contre 1,381 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2010, soit une hausse de 1,7% d'une période à l'autre. A taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2011 se serait élevé à 2 026, en hausse de 0,1% par rapport au chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Impression (Print) s'est élevé à 1 654 au premier trimestre 2011, en repli de 7,3% à taux de change courants et de 8,7% à taux de change constants, par rapport aux 1 784 réalisés dans ce même segment opérationnel au premier trimestre 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le marché des arts graphiques s'est élevé à 816 au premier trimestre 2011, en hausse de 16,1% à taux de change courants et de 14,2% à taux de change constants, par rapport aux 703 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2010.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires réalisé dans le marché de l'impression numérique s'est élevé à 838 au premier trimestre 2011, en repli de 22,5% à taux de change courants et de 23,7% à taux de change constants, par rapport aux 1 081 réalisés dans ce marché au premier trimestre 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (eDoc) s'est élevé à 424 au premier trimestre 2011, en hausse de 76,7% à taux de change courants et de 65,8% à taux de change constants, par rapport aux 240 réalisés dans ce même segment au premier trimestre 2010.

(b) Résultats consolidés

(i) Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé une perte d'exploitation de 287 au premier trimestre 2011 (équivalente à 13,8% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à la perte d'exploitation de 1 104 réalisée au premier trimestre 2010 (qui était équivalente à 54,5% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 807 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 54 (cf. note 2a ci-avant),
- un coût des ventes en repli de 6 à 107 au premier trimestre 2011 (5,1% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), par rapport au premier trimestre 2010, où le coût des ventes se montait à 113 (5,6% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des charges de distribution et d'administration en repli de 501 (soit de 31,3%) à 1 098 au premier trimestre 2011 (52,8% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 599 au premier trimestre 2010 (79,0% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre),
- des charges de recherche & développement en repli de 203 (soit de 14,4%) à 1 201 au premier trimestre 2011 (57,8% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre) contre 1 404 au premier trimestre 2010 (69,4% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre). Ces charges comprennent un produit de 41 au titre de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais afférents aux quatre projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation, contre un produit de 12 au premier trimestre 2010 (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point),
- aucune charge inscrite au compte Autres charges d'exploitation au premier trimestre 2011, contre une charge de 12 au premier trimestre 2010, consécutive aux honoraires de conseils juridiques exposés au cours de cette période au titre de la mise en place de l'Employee Benefit Trust,
- le Groupe a constaté un montant de 41 au poste Autres produits d'exploitation au premier trimestre 2011 au titre de la reprise partielle de la provision constituée au 31 décembre 2010 à raison des locaux loués à Cambourne qui ne sont actuellement pas utilisés par le Groupe (merci de vous référer à la note 5b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur ce point).

(ii) Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt de 333 au premier trimestre 2011 (équivalent à 16,0% du chiffre d'affaires consolidé du trimestre), à comparer à une perte avant impôt de 1 238 au premier trimestre 2010 (équivalente à 61,2% du chiffre d'affaires consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 905 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la réduction de 817 de la perte d'exploitation d'une période sur l'autre, analysée ci-dessus,

- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) de 1 par rapport aux 3 dégagés au premier trimestre 2010,
- l'effet de la désactualisation de la provision pour locaux inoccupés évoquée ci-dessus, qui a conduit à la constatation d'une charge d'intérêts de 8 au premier trimestre 2011,
- l'impact, favorable à hauteur de 97, des écarts de change qui sont passés d'une perte nette de change de 137 au premier trimestre 2010 à une perte nette de 40 au premier trimestre 2011.

(iii) Résultat net

Le Groupe a dégagé une perte nette de 97 au premier trimestre 2011 (soit une perte nette de € 0,01 par action), après prise en compte d'un produit d'impôt de 236 (constituée d'un produit d'impôt courant de 248 et d'une charge d'impôt différé de 12), contre une perte nette de 1 195 au premier trimestre 2010 (soit une perte nette de € 0,12 par action).

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Présentation par le directeur général des faits marquants de l'exercice 2010

(i) Faits marquants au plan opérationnel

Le premier trimestre a été pour Global Graphics une période de grande activité et pleine de promesses, durant laquelle nos ventes se sont affichées en léger retrait par rapport à nos attentes, alors que nos charges d'exploitation ont été légèrement inférieures à nos prévisions. Nous avons continué à progresser dans chacun de nos segments de marché et nous sommes heureux d'avoir vu des opportunités apparaître dans chacun d'entre eux.

Dans le marché de l'impression professionnelle (office printing), notre expertise en matière d'impression embarquée (embedded printing), à laquelle s'ajoute notre grande expérience en matière de technologies de conversion de documents, nous place dans une position très solide pour répondre à la demande croissante d'applications permettant l'impression en mobilité (mobile printing).

L'annonce de notre alliance avec Intel dans ce domaine lors du Lyra Imaging Symposium qui s'est tenu au mois de janvier en Californie, et la série de démonstrations de notre technologie qui s'en est suivie, notamment à Page 2011, qui s'est tenu à Tokyo au mois de février 2011, ainsi qu'à ITEX/On Demand, qui s'est déroulé à Washington au mois de mars, a conduit à ce que notre embedded RIP soit aujourd'hui en phase d'évaluation par nombre d'acteurs importants dans ce marché.

L'intérêt pour notre technologie est tout à fait important, et ce d'autant plus qu'aux dires des analystes du secteur comme des grands fabricants d'imprimantes à qui ces démonstrations ont été faites, notre solution, qui fonctionne sans aucun pilote d'impression (driverless mobile printing solution), est sans équivalent et offre des avantages substantiels par rapport aux solutions existantes. A cela s'ajoute également un intérêt croissant pour notre capacité à convertir des fichiers dans des formats prêts à être imprimés, qui s'avère être un complément idéal de certaines solutions existantes dans le domaine de l'impression en mobilité.

Dans le marché de l'impression commerciale (production printing), nous sommes également dans une position tout à fait intéressante pour répondre à la demande en matière de solutions d'impression à très grande vitesse, particulièrement utilisées de le domaine de l'impression transactionnelle (transactional printing) où de grandes quantité de données variables sont imprimées sur des relevés bancaires ou des factures.

Au cours du premier trimestre, une nouvelle illustration de notre importance dans ce domaine a été la conclusion d'un contrat avec la société japonaise Showa Information Systems, qui utilise notre RIP Harlequin dans un tout nouveau modèle de presse numérique du fait de sa capacité à traiter des fichiers au format PDF à très grande vitesse.

Dans le segment eDoc, nous avons conclu un contrat avec un acteur majeur dans le domaine des services aux sociétés pétrolières, et achevé le développement d'un nouveau produit en marque blanche ('white label') basé sur gDoc pour une société de développement logiciel nord-américaine, dont la commercialisation a commencé au mois d'avril.

Au cours du premier trimestre, nous avons embauché Monsieur Stuart Potchinsky, au poste de Chief Marketing Officer, créé pour l'occasion. Stuart a pour mission première de recenser les besoins des acteurs dans nos marchés et de traduire ces besoins dans les plans de développement et de commercialisation de nos technologies dans les domaines de la gestion de documents électroniques et du mobile printing. Au cours de cette même période, nous avons également mis un terme à notre contrat de sous-traitance en Inde et amorcé notre programme de recrutement de jeunes diplômés en Grande-Bretagne, dans le but d'insuffler de nouvelles idées dans le Groupe et d'y attirer de nouveaux talents.

(ii) Faits marquants au plan financier

- Résultats du premier trimestre 2011

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au titre au premier trimestre de l'exercice 2011 s'est élevé à 2 078, un montant supérieur de 2,7% à taux de change courants, et de 0,1% à taux de change constants, au chiffre d'affaires consolidé de 2 024 réalisé au premier trimestre de l'exercice 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment opérationnel Print (notamment celui réalisé dans les marchés de l'impression numérique) au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 a continué à être médiocre, conduisant à un repli des ventes réalisées dans ce segment de 8,7% par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, à taux de change constants.

Le chiffre d'affaires réalisé dans le segment eDoc au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 s'est affiché en croissance de 65,8%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 2 258 au cours du premier trimestre de l'exercice 2011, contre 3 015 au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, soit un repli de 25,1% d'une période sur l'autre, à taux de change courants.

Ce repli a pour principales raisons l'évolution favorable de la base de coûts opérationnels suite à la mise en œuvre, au mois d'avril 2010, du plan de réorganisation des activités du Groupe.

Le Groupe a dégagé une perte opérationnelle retraitée de 334 au premier trimestre de l'exercice 2011 (équivalente à 16,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de cette période), contre une perte opérationnelle retraitée de 1 079 au premier trimestre de l'exercice 2010 (qui était équivalente à 53,3% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de cette dernière période).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée de 372 au premier trimestre de l'exercice 2011 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,04 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 1 213 au premier trimestre de l'exercice 2010 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,12 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée de 115 au premier trimestre de l'exercice 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,01 par action), contre une perte nette retraitée de 1 167 (soit une perte nette retraitée de € 0,12 par action) au premier trimestre de l'exercice 2010.

- Flux de trésorerie au premier trimestre 2011

Le Groupe a dégagé une trésorerie de 180 au titre de son exploitation ce trimestre (équivalent à 8,7% du chiffre d'affaires consolidé réalisé ce trimestre) alors que les activités opérationnelles du Groupe avaient utilisé un flux net de trésorerie de 643 au premier trimestre 2010 (31,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au cours de ce trimestre).

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2011 (qui s'élevait à 1 869) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels et également d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours du trimestre d'un total de 25, ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement (cf. note 2b supra) au cours de cette même période, pour un total de 271, et de conclure le trimestre avec une trésorerie nette consolidée se montant à 1 691.

(b) Evolution prévue par le directeur général pour l'exercice en cours

Nous avons continué à remodeler le Groupe en embauchant des personnes nouvelles dans des fonctions-clés en matière de développement et de définition de la stratégie.

Nous avons une position forte vis-à-vis de nos concurrents du fait de technologies de premier plan et l'expertise de nos équipes de développement, qui nous permet de nouer des partenariats nouveaux dans chacun de nos segments de marché. Une bonne illustration en est l'opportunité fantastique qui se présente à nous dans le domaine du driverless mobile printing, et qui couvre le champ de nos technologies d'impression et de gestion de documents électroniques.

Nous considérons être bien positionnées pour délivrer un résultat positif cette année, étant rappelé que, compte tenu de la nature des relations nouées avec nos grands comptes et du profit des ventes qui en découlent, les ventes du second semestre devraient être supérieures à celles que nous pourrions réaliser pendant le semestre en cours, alors que notre base de coûts devrait rester sensiblement stable tout au long de l'exercice 2011.

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

(i) Dépendance vis-à-vis des secteurs des arts graphiques & de l'impression numérique

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe continue à provenir des ventes de solutions logicielles et de services associés aux intervenants des secteurs des arts graphiques et de l'impression numérique. Le succès futur du Groupe dépend étroitement d'une poursuite de la demande de ses produits par ces clients.

La direction du Groupe considère qu'un des facteurs importants de sa croissance a été l'évolution importante de ces secteurs, qui s'est traduite notamment par une concentration du nombre d'intervenants de ces secteurs et une évolution technologique continue, se traduisant notamment par l'introduction de nouveaux langages de description de pages tels que XPS, le format de document fixe développé par Microsoft. Si cette tendance devait se ralentir dans le futur, il est possible que la demande de solutions telles que celles proposées par le Groupe soit moindre que prévue.

(ii) Incapacité à réaliser la transition vers des produits ou des marchés nouveaux
Tout retard ou échec dans le développement ou la commercialisation de ses produits, y compris les mises à jour de produits existants, ou à anticiper les besoins de changement des clients comme les nouveaux besoins des marchés où le Groupe opère, pourrait avoir un effet négatif sur ses ventes et ses résultats. Dans le passé, le Groupe a réalisé une partie significative de son chiffre d'affaires dans la vente de produits nouveaux ou de nouvelles versions de produits existants (tels ses Raster Image Processors ou RIPs).

Le Groupe prévoit par ailleurs de lancer un nombre important de nouveaux produits ou de nouvelles versions de ses produits actuels, dont des versions host driver et embedded de son RIP, compatibles avec les dernières versions des systèmes d'exploitation (tels Windows 7), ou qui lui permettent de se positionner sur de nouveaux marchés, tels ceux visés par sa technologie de conversion de documents électroniques (Electronic Document conversion Libraries ou EDL), ou par sa famille d'applications gDoc.

L'incapacité du Groupe à inclure ses technologies-clés dans de nouvelles applications ou à les porter vers de nouvelles plateformes, à anticiper ou à répondre aux évolutions technologiques ou aux besoins des clients et aux attentes des marchés pourrait freiner l'acceptation par les clients de ses produits et avoir un effet négatif sur les ventes et sur les résultats du Groupe.

(iii) Protection inadaptée de ses technologies et droits de propriété intellectuelle

Le succès du Groupe dépend étroitement des technologies qu'il a inventées. Pour protéger ses droits en la matière, le Groupe s'appuie sur un ensemble de dispositions légales ayant trait à la propriété intellectuelle, au copyright, aux secrets de fabrication et au dépôt de marques, et sur la mise en place et le respect ultérieur d'accords de confidentialité ou de limites à l'usage par les tiers de ses droits de propriété intellectuelle. Dans ce cadre, le Groupe est amené à conclure des accords écrits de confidentialité avec ses employés, ses prospects, ses clients grands comptes ou encore ses partenaires stratégiques, et à mettre en œuvre différentes mesures visant à restreindre l'accès à ses programmes, ses droits de propriété intellectuelle et aux technologies qu'il a inventées, et à en éviter la communication aux tiers.

Malgré ces efforts, dans le cas où de tels accords n'auraient pas été conclus à temps, n'auraient pas été respectés ou mis en œuvre de manière effective, le Groupe pourrait se trouver dans l'incapacité de protéger de manière efficace ses droits de propriété intellectuelle, toute action visant à faire respecter ses droits étant par nature coûteuse.

Des tierces parties non autorisées pourraient chercher à copier ou à obtenir une copie, distribuer ou utiliser les produits et les technologies développés par le Groupe. Assurer un suivi de l'utilisation frauduleuse des programmes développés par le Groupe n'est pas chose aisée. La direction du Groupe ne peut être certaine que les mesures prises pour empêcher une utilisation frauduleuse des technologies inventées par le Groupe seront pleinement efficaces, particulièrement dans les pays où les dispositions légales en la matière n'offrent pas les mêmes garanties que dans l'UE ou aux Etats-Unis.

Le code source des programmes développés par le Groupe fait lui aussi l'objet d'une protection en tant que secret de fabrication. Pour autant, lorsque cela est nécessaire, le Groupe concède des accords de licences sur tout ou partie de ses codes sources à ses clients grands comptes ou ses partenaires techniques, ce qui crée un risque potentiel d'utilisation frauduleuse ou de détournement, en dépit de l'existence de dispositions contractuelles restrictives en matière de communication, distribution, copie ou utilisation du code source des produits qu'il a développés.

Par ailleurs, il est possible pour des tiers non autorisés d'obtenir, de distribuer, de copier ou d'utiliser des informations confidentielles dont le Groupe est le propriétaire et de faire un travail d'ingénierie inverse sur les secrets de fabrication du Groupe.

Le Groupe est titulaire de brevets, et a déposé des demandes de brevets, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Le Groupe n'a aucune certitude sur l'absence de remise en cause de ses brevets, sur le fait que les demandes de brevets qui ont été déposées seront acceptées, ou que les motifs qui ont permis l'obtention de brevets ou ceux qui fondent les demandes de brevets seront d'une force suffisante pour assurer une protection efficace des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

(iv) Coûts liés à la défense et l'acquisition de droits de propriété intellectuelle

Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions visant à faire valoir ses droits en matière de propriété intellectuelle, à acquérir de tels droits auprès de tiers, ou à se défendre dans le cas de violations supposées ou de contestations des droits de tierces parties, y compris d'antériorité en matière de brevets, le Groupe a été, et pourra être à l'avenir, partie à des demandes, des négociations ou des actions dilatoires dans ce domaine.

Le coût d'un litige ou d'une plainte en matière de droits de propriété intellectuelle est généralement élevé et est susceptible d'avoir un effet perturbant sur la marche du Groupe dans la mesure où de telles actions détournent l'énergie et l'attention de la direction et des personnes-clés au plan technique de la gestion quotidienne des affaires du Groupe.

Bien que jusqu'ici le Groupe ait été en mesure de faire échouer ou de résoudre avec succès les actions et les demandes en cette matière, rien ne garantit que cela sera le cas si de telles actions et demandes lui étaient faites à l'avenir.

Le Groupe pourrait également devoir payer cher le fait d'utiliser dans ses produits les droits de propriété intellectuelle de tiers. Le respect des droits détenus par des tiers en matière de propriété intellectuelle pourrait conduire le Groupe à déboursier des sommes importantes à ce titre, amener le Groupe à conclure des accords de licence ou prévoyant le versement de royalties dont les termes ne lui seraient pas favorables, empêcher le Groupe de commercialiser certains de ses produits, affecter les marchés sur lesquels le Groupe est présent, ou encore obliger le Groupe à conclure des accords avec ses clients aux termes desquels le Groupe s'engagerait à indemniser ces derniers, et qui pourraient comprendre diverses clauses susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la marche des affaires du Groupe.

(v) Caractère variable des résultats et facteurs expliquant cette variabilité

Conséquence d'un ensemble de facteurs présentés dans le présent rapport, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du Groupe pour un trimestre donné sont difficiles à prévoir. Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est susceptible de connaître une croissance moindre que prévue, voire, lors de certaines périodes, s'afficher en repli.

Par ailleurs, le Groupe communique de manière régulière des prévisions de résultats. Ces prévisions tiennent compte d'un certain nombre d'hypothèses, y compris certaines relatives aux prix de vente des produits, aux prévisions en matière de demande, aux fluctuations saisonnières de la demande, au poids de la concurrence, et à la manière dont les nouveaux produits ou les nouvelles versions de produits existants seront accueillis par les clients.

Si une ou plusieurs de ces hypothèses s'avéraient inexactes, les résultats réels du Groupe pourraient être significativement différents de ceux anticipés, estimés ou projetés.

(vi) Environnement économique défavorable

La crise économique mondiale qui se poursuit a pesé et devrait continuer à peser sur les investissements faits par les clients dans les produits commercialisés par les clients du Groupe, particulièrement dans le segment opérationnel Print. Des ventes réduites par ses clients ont pour conséquence un niveau de vente moindre pour les produits du Groupe.

Par ailleurs, pour le cas où les clients du Groupe ne seraient pas en mesure de réaliser des ventes suffisantes ou de sécuriser le financement nécessaire à leur exploitation, ils pourraient se trouver dans l'impossibilité de procéder au règlement des sommes dues au Groupe, ou de ne le faire qu'avec retard, voire de modifier, repousser ou annuler les prévisions d'achat des produits commercialisés par le Groupe, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet défavorable sur le niveau des ventes du Groupe.

En outre, les charges opérationnelles du Groupe pourraient augmenter, en raison notamment de la nécessité d'augmenter les rémunérations, ce qui aurait un effet négatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Lors de la préparation desdits états, la direction du Groupe est amenée à faire des estimations et à utiliser des hypothèses pour établir la valeur de certains postes de ces états financiers ou rédiger certaines notes annexes, qui sont, pour certaines d'entre elles, basées sur des prévisions de résultats futurs. L'environnement économique défavorable et la volatilité accrue qui en découle conduisent à augmenter le risque que les résultats réels du Groupe puissent être sensiblement des prévisions faites par la direction du Groupe, conduisant à la nécessité de constater des ajustements dans les états financiers consolidés des exercices futurs.

Merci de vous référer également à la note 4c du présent rapport pour une information sur les risques liés à l'utilisation d'estimations comptables et de prévisions.

(vii) Recrutement et rétention des personnes-clés

Une part importante du succès futur du Groupe dépendra de la continuité dans la composition de l'équipe de direction, aussi bien au niveau de la direction générale que des autres membres de cette équipe. Les personnes qui la composent ont une grande connaissance du Groupe et de son fonctionnement et la perte d'un des membres de cette équipe pourrait avoir des conséquences dommageables pour la marche du Groupe.

Celle-ci dépend aussi de sa capacité à attirer, retenir et motiver des personnes talentueuses et hautement qualifiées, notamment dans les domaines du développement et du support technique. La demande est forte et la concurrence intense pour ce type de profils. Si le Groupe venait à ne plus être capable d'attirer puis de retenir ces personnes-clés, la marche de ses affaires pourrait en être affectée.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits au bilan consolidé (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

- Risque inhérent aux transactions commerciales futures et aux postes de bilan

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de

fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont parfois recours à des contrats de ventes à terme de devises ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

Le Groupe n'avait pas de contrats de cette nature aux 31 mars 2011 et 31 décembre 2010 : par suite, le Groupe n'a enregistré aucun écart de change au titre de tels contrats au premier trimestre 2011, à comparer à une perte de change d'un montant de 147 au premier trimestre 2010.

- Risque inhérent aux investissements dans les filiales étrangères

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change. Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 63,2% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2011 (contre 63,7% du chiffre d'affaires consolidé au premier trimestre 2010 et 64,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 45,4% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2011 (contre 44,9% du chiffre d'affaires consolidé au premier trimestre 2010 et 45,1% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010), alors que le premier client a représenté environ 13,0% du chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier trimestre 2011 (contre 13,9% du chiffre d'affaires consolidé au premier trimestre 2010 et 16,8% du chiffre d'affaires consolidé réalisé en 2010).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Compte tenu d'une trésorerie consolidée s'élevant à 1 691 au 31 mars 2011 et d'une absence de dettes financières à cette même date, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit au cours du premier trimestre 2011.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 mars 2011 qu'au 31 décembre 2010, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 n'ont pas été significativement affectés par les variations de taux d'intérêts.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions. Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif du bilan consolidé, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées telles que gDoc Fusion, pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance significative d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisés le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- le 31 mars 2009, l'IASB a soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur les résultats, qui propose d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur ces impôts avant le terme du premier semestre de l'exercice 2011 (ou plus probablement

au cours du second semestre de cet exercice) qui remplacera le standard actuel en la matière, IAS 12, Impôts sur le résultat,
- le 24 juin 2010, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers ; l'IASB a prévu de publier un nouveau standard sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires avant le mois de juin 2011 (ou plus probablement au cours du second semestre de l'exercice 2011), qui remplacera les deux standards actuels en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Chiffre d'affaires, ainsi que les interprétations y afférentes.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Royaume-Uni	54	53
Etats-Unis d'Amérique	8	9
Japon	2	2
Europe continentale	2	2
Inde	0	0
Total	66	66

(b) Ventilation par activité

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Recherche & développement	37	35
Vente et support	18	20
Administration et autres	11	11
Total	66	66

En outre, au 31 mars 2011, le Groupe avait recours aux services de 6 consultants, travaillant à temps plein pour le Groupe, dont 5 développeurs.

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 31 mars 2011

(i) Nombre théorique de droits de vote

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	12 251
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 277 530
Nombre théorique de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 31 mars 2011	10 302 032

(ii) Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée

Nombre théorique de droits de vote tel que déterminé ci-dessus	10 302 032
Nombre de droits de vote attaché aux actions auto-détenues	(168 081)
Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée arrêté au 31 mars 2011	10 133 951

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 31 mars 2011, comme cela était également le cas au 31 décembre 2010, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (soit 28,01% du capital), auxquelles étaient attachés 2 883 021 droits de vote, représentant 27,98% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société au 31 mars 2011.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Le Groupe n'avait pas d'informations sur la détention par un actionnaire autres que ceux visés ci-dessus de plus de 5,0% du capital de la Société, ou de plus de 5,0% du total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société, à la date du 31 mars 2011.

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier trimestre de l'exercice 2011, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER POUR LE
PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour le premier trimestre de l'exercice 2011 sont établis en conformité avec IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier trimestre de l'exercice 2011.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 et de leur incidence sur les comptes consolidés résumés établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les neuf mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Fait à Bruxelles (Belgique), le 5 mai 2011,

Gary Fry
Directeur général